

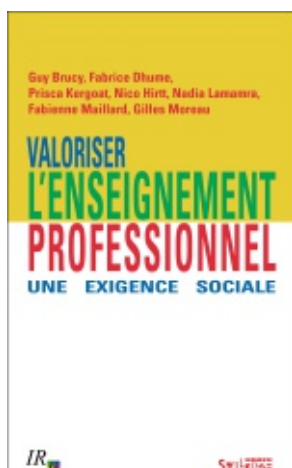


500 nouvelles formations : la manipulation par les chiffres

STAGE de FORMATION
SYNDICALE

Construction, évolution
et identité des
disciplines

jeudi 4 mai
cf. p4



Le livre est disponible au
tarif de 8 euros.

Pour commander ce livre :
www.snuep.fr

En 2015, le président Hollande promettait la revalorisation de l'enseignement professionnel et annonçait par la suite la création de 500 formations et 1000 postes en lycée professionnel pour préparer aux métiers dits de demain. Aujourd'hui, la ministre communique à tout va sur la concrétisation de cette promesse qui ne résiste pas à l'épreuve des chiffres.

Sur 500 formations, seules 150 concernent des sections de CAP et de bacs pros. Un comble lorsqu'on sait que certaines annonces de « créations » ne sont en réalité que de simples augmentations de capacités d'accueil. De plus, le « chiffrage » de la ministre ne soustrait pas les fermetures massives imposées partout dans les académies : dans deux tiers des académies, un CAP est fermé pour deux ouvertures, un bac pro est fermé pour 1,5 ouverture ! Quant à l'ouverture de sections de BTS, le SNUEP-FSU aurait pu l'acter positivement si elle n'avait pas été financée en partie sur le dos des fermetures de sections de CAP et bacs pros.

En définitive, la promesse de revalorisation de l'enseignement professionnel se réduit comme une peau de chagrin. Là où on attendait 1000 postes pour accompagner ces nouvelles formations, ce sont 234 postes qui auront été budgétisés dans la loi de finances 2017, les fermetures de sections énoncées plus haut permettant encore une fois la manipulation des chiffres. Il en est de même à propos des capacités d'accueil : 500 nouvelles formations auraient dû mécaniquement entraîner de nombreuses places supplémentaires en 2^{de} professionnelle et en 1^{ère} année de CAP... Or, le ministère prévoit à la baisse les effectifs dans la voie professionnelle pour les prochaines rentrées. Comment taire notre profonde amertume lorsque, en totale contradiction avec ses objectifs d'élévation du niveau de qualification et de lutte contre le décrochage, notre ministère annonce l'ouverture de formations non diplômantes, telles que les FCIL ? Lorsque, sur 500 formations, une sur cinq est prévue en apprentissage ? >>>

Sommaire

> 500 nouvelles formations : la manipulation par les chiffresP1-2
> Le SNUEP-FSU porte au débat ses 6 priorités et 28 propositions pour l'enseignement professionnel public.....P2

> La FSU interpelle les candidat-es à l'élection présidentielle.....P2
> Intervention du SNUEP-FSU au congrès national du SNPI.....P3
> 8 mars : gagner l'égalitéP4
> Attentat de Londres ...P4
> Lu au BO.....P4

> Stage "Construction, évolution et identité des disciplines".....P5
> 20 ans des journées intersyndicales femmesP6
> Salon du livre antifasciste.....P6
> Un million d'emplois pour le climatP6

>>>

La responsabilité du ministère est lourde. Après avoir « oublié » la voie professionnelle publique dans la loi de Refondation de l'école, il se révèle incapable de remédier à ses difficultés et de la revaloriser, à l'heure où nombre de

programmes électoraux projettent son exclusion de l'Éducation nationale. Les personnels et les élèves de l'enseignement professionnel public méritaient mieux !

Communiqué SNUEP-FSU

22 mars 2017

PRESIDENTIELLE : LE SNUEP-FSU PORTE AU DÉBAT SES 6 PRIORITÉS ET 28 PROPOSITIONS POUR L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL PUBLIC



Face aux enjeux majeurs que représentent l'éducation en général et l'enseignement professionnel pour l'avenir des jeunes, le SNUEP-FSU met en débat ses 6 priorités et 28 propositions pour l'enseignement professionnel public.

Dans ce cadre, le SNUEP-FSU interpellera les candidat-es sur leurs projets respectifs. Déjà, certain-es prévoient le développement à tout-va de l'apprentissage, en concurrence avec la voie professionnelle publique sous statut scolaire. Pire encore, des projets évoquent une refonte du

système éducatif, avec le transfert de compétence de l'enseignement professionnel public de l'État vers les régions, ce qui ne manque pas d'inquiéter les personnels.

Le SNUEP-FSU souhaite pouvoir informer la population des projets des différents candidat-es, aussi il rendra publiques les réponses reçues afin que chacun et chacune puisse se déterminer au moment du vote.

Pour sa part, le SNUEP-FSU considère que l'enseignement professionnel public doit rester de la compétence de l'État et que chaque

jeune doit pouvoir accéder à une formation professionnelle de qualité et sous statut scolaire, de façon égalitaire sur tout le territoire.

Le SNUEP-FSU tiendra son congrès national à Bourges du 27 au 31 mars 2017 où il développera son projet pour la mise en œuvre d'une réelle valorisation de l'enseignement professionnel public.

Communiqué SNUEP-FSU

22 mars 2017

LA FSU INTERPELLE LES CANDIDAT-ES À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

La FSU a décidé de s'adresser aujourd'hui aux candidat-es à l'élection présidentielle – excepté au Front national considérant que son programme remet en cause les valeurs de la République et la démocratie - pour leur faire connaître son analyse et ses propositions. Elle les interroge aussi sur nombre de points et particulièrement sur le projet de chacun et chacune concernant particulièrement la Fonction publique et ses agents.

Il n'a pas échappé à la FSU que la Fonction publique faisait l'objet de

débats dans cette campagne. Et certains programmes inscrivant prioritairement la réduction du nombre d'agents et la limitation des services offerts aux usagers ne manquent pas de l'inquiéter.

La FSU souhaite la clarté et considère que les agents doivent connaître l'avenir qui leur est promis par les un-es et les autres.

Pour sa part, la FSU est profondément convaincue que la Fonction publique est un atout pour le pays ! Aujourd'hui, la Fonction publique c'est plus de cinq millions d'agents dans l'hospitalière, la territoriale et l'État, sur l'ensemble du territoire. Dans chacun de ces trois versants, ils assurent aux citoyen-nes la

permanence, la proximité, l'accessibilité du service public, dans des conditions parfois difficiles. Cette incroyable capacité d'engagement de ses personnels, cette adaptabilité inscrite dans l'ADN de la Fonction publique et sa capacité à assurer la permanence et la continuité du service public en font un levier essentiel pour toute la société pour relever les défis comme pour répondre aux besoins de la population sur l'ensemble du territoire.

Communiqué FSU

20 mars 2017

INTERVENTION DU SNUEP-FSU AU CONGRÈS DU SNPI

Le SNUEP-FSU n'a pas pu être présent à votre congrès mais il est de tout cœur avec vous. Par ces quelques mots, il tient tout d'abord à vous souhaiter un bon anniversaire. 25 ans ça se fête et nul doute que cet anniversaire sera fêté comme il se doit. Je fais confiance à Paul pour cela.

Le SNUEP-FSU tient aussi à vous signifier tout l'intérêt qu'il porte au développement du SNPI, l'existence d'un syndicat d'inspecteurs et d'inspectrices est une force pour notre fédération, la FSU. Une force car il est représenté une source importante d'échanges et de travail entre votre organisation et les organisations représentatives des personnel enseignant-es de la FSU. Depuis plusieurs années, le SNUEP-FSU et le SNPI ont désiré développer un travail en commun. La proximité au sein des locaux de la FSU y a un temps contribué et nous avons mené des combats en commun, je pense notamment à la lutte que nous avons menée pour le maintien des structures de l'ASH. Mais nous pensons que ce n'est qu'un commencement, il est nécessaire dans les années à venir de poursuivre ce travail et de développer notamment les questions qui touchent pour nous à l'enseignement professionnel. Référentiels d'activité professionnelle, contenus de formation, modalités de certification des diplômes, formation initiale des PLP ou encore leur accompagnement et leur évaluation, les sujet sont nombreux et il faudra voir comment nous pouvons créer des espaces de travail collectif permettant d'échanger sur ces nombreux dossiers. L'enseignement professionnel est souvent déconsidéré, les enseignant-es et les inspecteurs et inspectrices qui y

interviennent le sont généralement aussi. Champ d'expérimentation et souvent précurseur dans la mise en place de réformes qui mettent à mal l'identité professionnelle, l'enseignement professionnel est aujourd'hui à la fois un terrain riche en innovation mais souvent aussi en grande souffrance. Peut-on parler de crise... ? Nous le pensons, l'enseignement professionnel est traversé par des injonctions souvent contradictoires :

- Augmenter la réussite des élèves avec des conditions d'accueil et de travail qui se détériorent.

- Augmenter le nombre de bachelier-es professionnels en luttant contre les sorties sans qualification.

- Améliorer l'insertion professionnelle et développer en même temps les poursuites d'études.

- Avoir à cœur l'apprentissage d'un métier avec des contenus de formation parfois peu lisibles.

- Transmettre les savoirs nécessaires à la formation mais aussi à l'émancipation des jeunes alors qu'ils s'évaporent dans l'approche par compétences au service d'une idéologie contestable.

Dans nos établissements, les conditions de travail se détériorent et les tensions se multiplient devenant insupportables pour de plus en plus de PLP : entre enseignant-es et hiérarchie ; entre enseignant-es et élèves, entre enseignant-es. Les réformes mises en place ces dernières années n'y sont pas pour rien et il ne faudra pas attendre une nouvelle réforme pour espérer une amélioration de cette situation. Il y a urgence à apaiser ce climat, à redonner du pouvoir d'agir aux enseignant-es dans le cadre de leur liberté pédagogique, à remettre en œuvre les conditions d'un accompagnement permettant aux enseignant-es de reconstruire leur identité professionnelle. Il s'agit de

permettre aux enseignant-es de reprendre confiance en eux et en la mission qui leur est confiée, celle de faire réussir celles et ceux qui sont les plus en difficulté et qui en ont le plus besoin.

Le rôle de la formation initiale et continue est central, celui des inspecteurs et inspectrices ne l'est pas moins. La réforme de l'évaluation des enseignant-es nous donne l'occasion de transformer les rapports entre enseignant-es et inspecteurs/inspectrices . Alors saisissons cette opportunité car il n'y a que dans un système éducatif où les relations entre les adultes sont apaisées que l'on pourra mieux faire réussir les jeunes.

Aujourd'hui, en pleine période électorale, l'enseignement pro est encore dans le collimateur. Certains voudraient fusionner CFA et lycées professionnels et régionaliser l'ensemble de la formation professionnelle en transférant ses enseignant-es aux Régions , d'autres veulent continuer à promouvoir l'apprentissage ou encore d'autres proposent de lui donner la priorité sans moyens supplémentaires. Encore une fois l'enseignement professionnel public n'est pas traité à sa juste valeur et c'est pour cela que le SNUEP-FSU va publier prochainement ces 6 priorités et 28 propositions pour l'enseignement professionnel public dans l'objectif d'aller enfin vers sa réelle valorisation, souvent annoncée mais jamais mise en œuvre. Pour le SNUEP-FSU, c'est une exigence sociale.

Le SNUEP-FSU vous souhaite un bon congrès et des travaux riches et constructifs au service de l'amélioration du service public de l'Éducation nationale.

Jérôme DAMMEREY
Secrétaire national du SNUEP-FSU
8 mars 2017

8 MARS : GAGNER L'ÉGALITÉ !

Partout dans le monde, de la mobilisation en Islande aux marches des Womens Strike, des combats des femmes africaines, indiennes, aux mobilisations depuis le 25 novembre dans plusieurs pays d'Amérique du Sud, les femmes se font entendre pour dénoncer les atteintes à leurs droits et conquérir l'égalité réelle au travail comme dans la vie.

Actions, grèves, manifestations, débats, rassemblements, réseaux sociaux..., la FSU, avec nombre de syndicats, associations féministes, ONG et organisations de jeunesse, se mobilise ce 8 mars pour exiger que l'égalité entre les femmes et les hommes devienne une réalité.

En France, les femmes sont toujours payées 26 % de moins que les hommes. Comme si elles arrêtaient chaque jour d'être payées à 15h40. C'est pourquoi, la FSU invite toutes et

tous à participer aux initiatives et aux actions, à poster photos et tweets (#8mars15h40) pour que 2017 soit enfin l'année de l'égalité.

Contrairement à une idée répandue, les inégalités entre les femmes et les hommes existent aussi dans la Fonction publique. 83 % des temps partiels sont occupés par des femmes. Les écarts de salaires sont de l'ordre de 15 à 20 %. Ces inégalités se transposent sur les pensions créant les mêmes inégalités pour les retraité-E-s. L'accès aux postes à responsabilité est aussi plus difficile pour les femmes que pour les hommes : seulement 26 % de femmes à la FPE occupent des postes à responsabilité ; 35 % seulement de femmes sont en catégorie A dans la FPT.

Comme toutes les fédérations de la Fonction publique, la FSU a été signataire du protocole d'accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la

Fonction publique en 2013. Elle demande aujourd'hui au gouvernement d'en faire un premier bilan pour permettre notamment de mesurer si la démarche intégrée décidée permet ou non de prendre les mesures nécessaires pour réduire les inégalités.

La FSU continue de revendiquer et d'agir pour que sur toutes les questions (rémunérations, conditions de travail, déroulement de carrière, prévention des violences, lutte contre les stéréotypes, éducation à l'égalité et à la sexualité, lutte contre le sexisme et le harcèlement sous toutes ses formes...), des avancées se concrétisent et permettent l'égalité au travail comme dans la vie.

*Communiqué FSU
8 mars 2017*

ATTENTAT DE LONDRES

Après l'attentat terroriste qui a frappé le cœur de Londres hier, la FSU tient à exprimer ses condoléances aux victimes et à leur proches et plus largement, sa sincère solidarité aux londoniens et londonniennes.

Elle assure de son soutien les trois lycéens de Concarneau blessés lors de cette attaque, leurs camarades de classe et leurs familles ainsi que les personnels du lycée.

Face à l'horreur et l'atrocité, la FSU est avec toutes celles et ceux qui sont attachés à défendre, la solidarité, la

fraternité et la liberté, valeurs essentielles qui fondent le vivre-ensemble et la démocratie.

*Communiqué FSU
23 mars 2017*

BO n°10 du 09/03/2017

Circulaire de rentrée 2017

[circulaire n° 2017-045 du 9-3-2017- NOR MENE1707568C](#)

Diplôme national du brevet

Déroulé et horaire des épreuves écrites de l'examen du DNB pour la session 2017 : modification

[note de service n° 2017-041 du 3-3-2017- NOR MENE1705920N](#)

BO n°9 du 02/03/2017

Rémunération

Revalorisation du point d'indice de la fonction publique au 1^{er} février 2017

[note de service n° 2017-029 du 8-2-2017- NOR MENF1704590N](#)

Le 4 mai, le SNUEP-FSU organise un stage :
"Construction, évolution et identité des disciplines
Le cas des lettres et des mathématiques
Quels impacts sur les pratiques et les élèves ?"

La formation professionnelle initiale ne se limite pas à un enseignement de savoirs et savoir-faire professionnels. Elle offre aussi un enseignement général aux jeunes, tout en articulant une formation de l'esprit, une formation culturelle et une formation professionnelle. Ainsi, les enseignements de lettres et de mathématiques sont partie prenantes de la construction d'une culture professionnelle mais aussi générale et technologique, et doivent de fait combiner une approche utilitaire et désintéressée.

Maryse Lopez, spécialiste de l'histoire de la discipline français dans l'enseignement technique et professionnelle et qui s'intéresse aux finalités culturelles de la formation des futur-es travailleurs/euses, et Xavier Sido, spécialiste de l'histoire de l'enseignement des mathématiques dans l'enseignement professionnel, interviendront lors de ce stage.

Ils aborderont l'évolution des programmes et de leur contenu (CAP, BEP, Bac Pro). Cette approche historique permettra de comprendre les attentes d'aujourd'hui et d'identifier les éléments des politiques éducatives qui participent à modifier nos pratiques et leurs impacts sur les conditions de travail des collègues et des élèves. Sous-jacents à ces évolutions, ils proposeront une analyse des visées de cet enseignement et des spécificités de ses acteurs (enseignants, élèves).

L'objectif de ce stage est de renforcer les connaissances et éléments de compréhension disciplinaire pour mieux appréhender le métier, les attendus en termes de contenu et les possibles contradictions. Ces éléments permettront d'étayer notre approche syndicale de la culture dispensée en LP.

Les intervenant-es

Maryse Lopez est maître de conférences en sciences de l'éducation en sciences de l'éducation et formatrice à l'ESPÉ de Versailles, Université Cergy-Pontoise, laboratoire EMA.

Dernière publication : Quand les manuels scolaires éclairent l'histoire de la discipline français dans l'enseignement professionnel, dans la revue Le français Aujourd'hui, septembre 2016.

Xavier Sido, ancien PLP maths-sciences, est maître de conférences en Sciences de l'Éducation (didactique des mathématiques) au laboratoire Théodile-Cirel, Université Lille 3.

Dernière publication : Le vécu disciplinaire en lycée professionnel : des élèves (presque) comme les autres ? dans Vivre les disciplines scolaires. Vécu disciplinaire et décrochage scolaire, Yves Reuter, ESF éditeur, 2016.

Dernière publication commune

Entre culture scolaire et culture professionnelle, quelle identité disciplinaire en lycée professionnel ? L'exemple des mathématiques et du français. dans Le lycée professionnel : relégué et avant-gardiste ? Entretiens Ferdinand Buisson, ENS éditions, décembre 2016.

Clôture des inscriptions
le 4 avril 2017

Contactez votre secrétaire académique pour
vous inscrire



Un livre magnifique sur vingt ans de féminisme intersyndical reprend ce long travail commun qui au quotidien place au premier plan la question des droits des femmes : un heureux mélange d'analyses « universitaires », de témoignages et de réflexions de syndicalistes, d'ici ou d'ailleurs. Travail de mémoire avec 65 contributions retenues de ces 20 ans de stage en mars organisés par des militantes de la CGT, de la FSU et de Solidaires et qui réunissent chaque année 300 à 400 personnes issues du militantisme syndical, associatif, politique et du monde de la recherche.

Le parti pris de l'ouvrage est de partir des inégalités vécues par les femmes sur les lieux de travail, en les reliant aux inégalités existantes dans tous les domaines de la vie sociale et personnelle des femmes. Il s'agit bien de voir comment la domination patriarcale s'exerce sur des vies entières et comment l'engagement syndical peut relier inégalités sociales et inégalités de genre.

Toutes à y gagner est une promesse enfin : ne jamais abandonner l'espoir. Les contributrices l'affirment : quels que soient les vents contraires, il est toujours possible d'étonner la catastrophe et de dégager la route vers un monde différent, où femmes et hommes pourront vivre en égaux, plus libres et plus heureux.

Plus que jamais sans doute, la priorité de la réflexion et de l'action syndicale est la lutte anti-fasciste et la résistance aux droites extrêmes et à l'extrême droite.

C'est pourquoi nous vous invitons à venir nous rejoindre au salon du livre anti-fasciste qui aura lieu le dimanche 9 avril à Montreuil (93).

La FSU et l'Institut sont partie prenante de cet évènement, et vous attendent très nombreux, afin de rassembler nos forces et de nourrir par la réflexion notre capacité d'agir.



UN MILLION D'EMPLOIS
POUR LE CLIMAT



UNE BROCHURE POUR DÉPLOYER LA CAMPAGNE
« UN MILLION D'EMPLOIS POUR LE CLIMAT »

Un nouveau petit guide, « 1 million d'emplois climat », édité par Attac pour la plateforme « emplois-climat » est disponible !

Il reprend les principaux éléments du rapport « 1 million d'emplois climat » élaboré par la plateforme, illustrés par Stéphane Trapier. Cette brochure est destinée aux citoyen.ne.s et structures locales – associatives et syndicales – qui souhaitent s'approprier rapidement l'essentiel du rapport de la plateforme emplois-climat.